

Réseau anglican international de la famille (IAFN)
Réseau anglican international des femmes (IAWN)

Bulletin d'information conjoint à l'occasion des « 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre » – novembre 2020

Une pandémie de l'ombre

Les Anglicans face à l'augmentation de la violence domestique et de la violence basée sur le genre en période de Covid-19



Une pandémie de l'ombre : Éditorial



Mandy Marshall, Directrice du Bureau pour la justice de genre au Bureau de la Communion anglicane

« Comment nos actions affectent-elles nos relations ? » Il est essentiel de se poser cette question afin d'évaluer les progrès accomplis vers notre objectif de garantir à tout être humain son épanouissement. Nos actions et nos paroles contribuent-elles à l'essor et au développement de nos familles, de nos amis, de nos collègues, de nos paroissiens et des membres de notre communauté ? Ou ont-elles pour effet, au contraire, de jeter une ombre sur leur vie, au point même, parfois, d'éteindre la lumière qui rayonne en eux ? Le Psaume 139 nous rappelle que nous sommes tous créés par Dieu et qu'il a fait de nous une grande merveille. Nous sommes tous un cadeau de Dieu au monde, fait à son image. Dans l'histoire du monde, il n'y aura jamais qu'une seule personne comme vous. Nous sommes uniques à ce point. C'est pourquoi il est accablant de constater, de par le monde, la douleur et la destruction qu'inflige la violence basée sur le genre (VBG) à tant de femmes, et certains hommes.

Pour ce bulletin d'information, le Réseau anglican international de la famille (IAFN) et le Réseau anglican international des femmes (IAWN) ont décidé de s'unir pour examiner les réponses à la VBG au sein de la Communion anglicane. Étant donné qu'une femme sur trois est victime d'abus physique et/ou sexuel, et que les taux de violence domestique augmentent partout dans le monde, nous pouvons décrire la VBG comme la pandémie de l'ombre de la crise de la Covid-19. Les témoignages ici réunis sont prometteurs. Ils attestent aussi d'une variété de réponses, que ce soit l'approche structurée à l'échelle d'un diocèse à Melbourne en Australie, ou le récit d'autonomisation économique par une initiative de lombricompostage au Bangladesh. Chacune de ces réponses est différente et chacune est efficace, pragmatique et adaptée à son contexte spécifique. J'espère que ces témoignages vous encourageront à agir et à faire une différence là où vous le pouvez, en utilisant les ressources à votre disposition. Nous avons tellement à apprendre les uns des autres au sein de la Communion.

L'accent mis sur la VBG est opportun en ce début de « 16 Jours d'activisme », une campagne mondiale annuelle qui met en lumière les initiatives déployées dans le monde entier pour mettre fin à la VBG, mais aussi ce qui reste à accomplir. Ces 16 jours se déroulent du 25 novembre au 10 décembre, journée internationale des droits de l'homme. Cette année, j'ai organisé une série de réunions-débats et de webinaires mettant en vedette des personnes extraordinaires qui œuvrent à abolir la VBG. Je vous invite à y participer. Vous trouverez plus de détails à la page 18.

Écrire en ma capacité de Directrice du Bureau pour la justice de genre est un réel privilège. Je suis entrée en fonction en avril de cette année, pendant le confinement mis en place au Royaume-Uni, et j'ai encore à rencontrer en personne la majorité de mes collègues, et à m'asseoir à mon nouveau bureau. Pendant ces premiers mois de télétravail, j'ai rédigé une ressource intitulée « Violence domestique et la Covid-19 : comment les églises peuvent réagir », disponible en plusieurs langues dont le français, sur <https://bit.ly/2V3IRBk>. Téléchargez le document, lisez-le et assurez-vous que les dirigeants de votre église en ont une copie.

Nous savons que la violence domestique existe aussi dans les églises mais qu'elle est souvent passée sous silence et entourée de honte et de stigmatisation. Nous devons faire briller la lumière du Christ dans ces zones obscures, et faire preuve d'amour, de compassion et de bienveillance envers les survivants. La quatrième Marque de la Mission nous appelle à transformer les structures injustes de la société, à confronter toute violence et à rechercher la paix et la réconciliation. Attendre que quelqu'un d'autre prenne position contre la violence n'est pas une option ; c'est notre responsabilité à tous de le faire et de collaborer pour créer un monde transformé.

Ma vision est que toutes nos églises deviennent un espace sûr pour tous. Plus jamais nous ne resterons silencieux. Plus jamais nous ne fermerons les yeux. Plus jamais nous ne justifierons la VBG par les Écritures. Et plus jamais nous ne penserons que cela ne nous regarde pas. C'est en tant que Communion mondiale, et en tant que chrétiens, que nous prenons position et que nous déclarons que cela nous regarde, que c'est notre Église. Toutes les formes de VBG sont malsaines et doivent cesser. J'espère que vous poursuivrez cette aventure avec moi. N'hésitez pas à me contacter par courriel à mandy.marshall@anglicancommunion.org. Sachez que je serai là pour vous encourager.

Réseau anglican international de la famille (IAFN)

L'IAFN (International Anglican Family Network) célèbre le potentiel que Dieu a donné à la famille d'être une source de relations florissantes, d'identité, d'appartenance, de discipulat et de réconciliation. C'est pour ces raisons que l'IAFN défend la famille contre les comportements qui réduisent son potentiel par la diffusion de témoignages d'espoir, la promotion de la vie familiale et le soutien de la famille comme berceau de la dignité humaine.

Courriel : iafn@anglicancommunion.org

<https://iafn.anglicancommunion.org>

<https://www.facebook.com/AnglicanFamilies>

Réseau anglican international des femmes (IAWN)

A l'IAWN (International Anglican Women's Network), nous avons pour vocation d'être une voix audacieuse et prophétique pour toutes les femmes de la Communion anglicane, et nous œuvrons pour la défense de la dignité que Dieu a donné aux femmes et aux filles, l'éradication des violences et inégalités basées sur le genre, et la promotion de relations équitables pour tous.

Courriel : iawn@anglicancommunion.org

<https://iawn.anglicancommunion.org>

<https://www.facebook.com/groups/IntAngWomen>

Photographie de couverture : « Say No to Violence [Non à la violence !] », atelier tenu à Lahore dans le diocèse de Raiwind, au Pakistan.

Sommaire

Quand la maison n'est plus un lieu de refuge	3
Se servir des médias pour briser les tabous	4
Une réponse diaconale à l'augmentation de VBG	5
Défenseurs et victimes : plein cadre sur les hommes de Zambie.....	6
« Dîner à l'église » : réunir et sensibiliser	7
Atelier – « Non à la violence ! »	8
Un partenariat pour la restauration	9
Retrouver un « esprit de vie »	10
Un refuge pour répondre aux besoins.....	11
Compost et dignité	12
Construire un diocèse libre de toute violence.....	12
Assistance et conseil juridique	14
De l'importance de partager ses histoires.....	15
Un soutien diocésain engagé.....	17
16 jours d'activisme : Rejoignez-nous en ligne.....	18
Ressources utiles :	19

Quand la maison n'est plus un lieu de refuge

Hana Kirreh est une Palestinienne arabe de confession chrétienne. Hana est née à Bethléem mais vit désormais à Jérusalem où elle est membre de la congrégation arabophone de la cathédrale St George.

Tout comme en Cisjordanie et dans le reste du monde, la Covid-19 a proliféré à Jérusalem-Est. A partir du début du mois de mars, le ministère de la Santé a interdit les rassemblements, les réunions et les activités sur les lieux de travail, et on a demandé à la population de se confiner à la maison.



Un atelier organisé avant le confinement

En raison de cette situation difficile et des restrictions de déplacement, les ateliers de sensibilisation et d'autonomisation économique que je dirige ou coordonne en temps normal pour les femmes de Jérusalem-Est ont été mis en pause par mesure de sécurité. Le confinement de plus de 55 jours en début de pandémie n'a pas été facile. Depuis la dernière semaine de septembre, le confinement a été renouvelé à Jérusalem-Est, cette fois-ci avec des régulations et des restrictions plus strictes. Ce qui aggrave la situation est qu'un grand nombre de personnes qui subvenaient aux besoins de leur famille

ont perdu leur emploi, empirant une situation économique déjà désastreuse, ou bien que leur salaire a été réduit au minimum.

Le confinement a d'autres répercussions sur les femmes de Jérusalem, tout comme sur nombre de femmes ailleurs dans le monde qui font face à des réalités et des abus similaires. Beaucoup vivent dans des conditions de logement très difficiles, dans des habitations petites et bondées sans terrasse ni jardin. Rester à la maison 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 a provoqué des problèmes psychologiques et des traumatismes chez les jeunes enfants, ce qui alourdit encore le fardeau des femmes. Le fait de vivre sous occupation israélienne, et d'en subir les diverses conséquences, rend la situation des Palestiniennes tout à fait unique.

Le confinement a deux arêtes vives : d'une part, la peur de contracter le virus ; de l'autre, l'occupation. Dans le cas de Jérusalem, la violence est sociale, économique et politique ce qui ajoute à l'injustice dont sont victimes hommes et femmes. Mais nous constatons évidemment que la violence est dirigée envers les femmes vulnérables en raison de leur genre.

Le suivi du groupe de femmes avec qui je travaille m'a beaucoup appris sur leur souffrance et leurs difficultés, lesquelles comprennent des abus sexuels, verbaux, émotionnels et psychologiques, en plus du dénouement économique lié à la pandémie. Une femme témoigne : « A cause du confinement, je souffre de dépression, d'angoisse et d'isolement. Je ne sais pas combien de temps ça va durer, ni comment je vais retrouver ma vie normale. » Elle ajoute que les ateliers et réunions ont transformé sa vie et que désormais tout a changé.

D'autres femmes avaient peur de parler car elles n'ont aucune vie privée à la maison. Parler de sa souffrance peut mener à de violentes rétributions. Une femme qui ne pouvait parler est tout de même parvenue à envoyer des messages par WhatsApp pour décrire sa vie quotidienne en confinement.

Malgré ces images difficiles d'épreuves et de violence, certaines femmes ont déclaré que le confinement avait permis à leur famille d'être réunie puisque les rassemblements n'étaient pas possibles en temps normal.

Afin de fournir une aide de base à ces femmes, j'ai réussi à mettre certaines d'entre elles en relation avec des centres de conseil et de soutien psychologique situés à Jérusalem-Est. Après le confinement, ces femmes et leurs enfants auront besoin d'un suivi en personne pour les aider à surmonter les effets à long terme sur leur santé mentale. Il reste encore beaucoup à faire pour aider les femmes à survivre et à trouver la force et le courage de faire face à la violence domestique avec sagesse et fermeté.

Contact : Hana Kirreh, Hzk26669@hotmail.com

Se servir des médias pour briser les tabous

Abigail Saidi, Mothers' Union (MU), Ouganda

En Ouganda, nous diffusons une série d'émissions radiophoniques et télévisées pour sensibiliser les gens aux réalités de la VBG, et plus particulièrement à l'augmentation du nombre de cas liés à la pandémie de Covid-19. A mesure que l'émission sur la VBG était diffusée dans toutes les régions du pays, plusieurs cas non signalés ont commencé à apparaître. En effet, il existe une pratique culturelle selon laquelle il faut garder sous silence

tout acte de violence car il est tabou de mentionner quoi que ce soit ou de dénoncer quiconque en est l'auteur. C'est l'un des enjeux du programme que de confronter cette pratique culturelle : l'objectif est d'encourager les gens à signaler ces cas, et de sensibiliser le public à la violence contre les femmes et les filles au sein des communautés. Par les émissions de radio, nous avons déployé des efforts délibérés pour donner confiance aux gens afin qu'ils signalent toute forme de violence aux autorités locales.

A la suite d'une série d'émissions, la coordinatrice du développement communautaire pour le Mothers' Union dans le diocèse du Bouganda occidental a entendu parler d'un pasteur qui avait exploité des jeunes filles chez lui. Après avoir écouté l'émission, une personne s'est sentie capable de se manifester et de signaler ce qu'elle avait entendu dire. Il s'est avéré que le pasteur cachait 25 mineures et violait leurs droits en les privant de nourriture et en ayant également des rapports sexuels avec elles. Il avait menti à leurs parents, prétextant qu'il les emmènerait dans de bonnes écoles de Kampala après le confinement. Lorsque le MU a découvert cette histoire, nous avons pu collaborer avec les agents de police qui ont arrêté le pasteur, et nous avons rendu les enfants à leurs parents. Grâce à notre présence dans la communauté, il nous est possible d'aider les familles à surmonter ce traumatisme en leur offrant un soutien psychologique et psychosocial.



Les gens ont maintenant commencé à comprendre l'importance de signaler les cas de violence. Briser certaines des normes culturelles qui encouragent la violence contre les enfants et les femmes requiert des efforts continus, par les émissions radiophoniques et des conversations au sein de la communauté, pour endiguer le problème.

Contact : Naomi Herbert, Naomi.Herbert@mothersunion.org

Une réponse diaconale à l'augmentation de VBG

La révérende Bianca Daebis est ministre auxiliaire du culte dans la paroisse anglicane du Good Shepherd à Salvador de Bahia, au Brésil. Elle est également fondatrice et directrice du groupe interdisciplinaire pour le genre et l'éducation (GIGE) au centre universitaire Dom Pedro Segundo de Salvador de Bahia. Dans cet article, elle décrit une série de mesures adoptées en réponse aux niveaux croissants de violence basée sur le genre.

Les femmes de l'Église épiscopale anglicane du Brésil ont mis en place une série de mesures dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les violences contre les femmes et les filles qui se sont intensifiées au cours des dix dernières années.

En 2011, le refuge Casa Noeli dos Santos a été ouvert à Ariquemes, dans l'État du Rondônia. Il accueille des femmes en situation de violence, ainsi que leurs enfants, jusqu'à ce qu'elles soient en mesure de se réintégrer socialement sans risque immédiat pour leur vie. (Pour en savoir plus sur Casa Noeli, tournez à la page 11.)

Avec le soutien du Service anglican de diaconie (*Serviço Anglicana de Diaconia, SADD*), nous avons écrit et publié un manuel, disponible en portugais, en anglais et en espagnol, intitulé « Prévenir et combattre la violence basée sur le genre contre les femmes. » Son lancement a eu lieu dans tous les diocèses ainsi que dans le district missionnaire.

Afin de répondre aux besoins des femmes en situation de violence pendant la pandémie de Covid-19, nous avons également créé des vidéos sur le thème « Prévenir et combattre la violence basée sur le genre contre les femmes. » Des femmes du monde entier, ordonnées et laïques, y ont participé. Nous avons pris la décision d'éditer les vidéos en basse résolution pour en faciliter le téléchargement sur les téléphones portables des femmes les plus pauvres et les plus isolées du Brésil.

Nous avons organisé quatre colloques à Salvador de Bahia sur le thème « Genre, religion et diversité », auxquels ont participé des dirigeants religieux, des animateurs de mouvements sociaux et des représentants universitaires. A São Paulo en 2016, nous avons également organisé un autre colloque, intitulé « Genre, droits de la personne et sexualité », au cours duquel nous avons lancé un magazine du même nom.

En 2019, nous avons traduit en portugais le livre de la théologienne américaine Elizabeth Cady Stanton, *La Bible des femmes* [*The Woman's Bible*], un jalon des études de genre et de la théologie féministe.

Un groupe de femmes, ordonnées et laïques, se réunit tous les 15 jours sur une plateforme virtuelle pour partager la parole et prier pour les problèmes qui les affectent.

Durant la pandémie de Covid-19, nous avons pris part à des opérations œcuméniques, politiques et humanitaires aux côtés de femmes d'autres groupes et organisations, comme « Get your Fundamentalisms out of the Way – For the Life of Women [Finis les fondamentalismes – Pour la vie des femmes] », ainsi qu'à la collecte et la distribution de paniers de marchandises pour les femmes, notamment les femmes célibataires vivant aux marges de la société à Salvador et dans d'autres villes brésiliennes.



Enfin, nous avons lancé le site Internet « Empodere sua irmã [Donne du pouvoir à ta sœur] », un espace virtuel dédié à l'accueil, l'information et la visibilité des femmes de foi et de leurs initiatives, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Église épiscopale anglicane du Brésil. L'objectif est de les équiper pour qu'elles puissent obtenir l'égalité, et les aider à prévenir et combattre la violence basée sur le genre, en particulier la violence religieuse et domestique contre les femmes et les filles. Site web : <https://www.empoderesuairma.com>

Défenseurs et victimes : plein cadre sur les hommes de Zambie

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 sont de plus en plus apparentes en Zambie. Les signalements de violence sexuelle et basée sur le genre, y compris les mariages d'enfants, se sont multipliés. La plupart des communautés zambiennes sont aux prises avec les effets de la pandémie, alors qu'elles sombrent davantage encore dans la pauvreté. Dans ces foyers financièrement fragiles, le travail des enfants, l'exploitation sexuelle et l'abus des femmes et des filles est probable, à moins d'un travail de prévention.

Femmes et filles se retrouvent coincées à la maison avec leur agresseur, et elles sont isolées des services et des ressources de santé sexuelle et reproductive. Les confinements ont entraîné la fermeture temporaire des écoles et des autres espaces sûrs à la disposition des filles, et ont bloqué l'accès aux programmes d'encadrement. Les filles ont été exposées à un risque accru de VBG, de mariages forcés, de grossesses non désirées et d'infections par le VIH.

Si l'on souhaite atteindre une variété d'objectifs de développement, au nombre desquels la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé ainsi que la résolution d'autres préoccupations des populations, il est indispensable d'assurer l'égalité hommes-femmes en donnant du pouvoir aux femmes et en impliquant les hommes. Les relations des hommes et des garçons avec les femmes et les filles sont susceptibles de favoriser ou d'entraver ces objectifs. C'est pourquoi le



Conseil des églises de Zambie s'est activement impliqué dans la participation des hommes et des garçons dans sa lutte contre la VBG.

Le Conseil a formé 10 hommes originaires de quatre districts différents pour qu'ils deviennent des défenseurs contre la VBG au sein de leurs communautés. Ils ont également été formés aux questions d'assistance juridique pour les aider à signaler toute forme de violence sexuelle ou basée sur le genre. Malgré les confinements, ces hommes se sont activement impliqués dans la sensibilisation de leurs communautés par le biais des stations de radio locales.

Les hommes et les garçons peuvent aussi être victimes de VBG. L'un des hommes formés par le programme, le révérend Terras, a ainsi pu aider un homme victime de VBG. Pour M. Tembo, dont le nom a été changé pour les besoins de cet article, la perte de son travail à cause de la Covid-19 n'a été que le début de ses problèmes domestiques. Les difficultés économiques ont mené à des disputes quotidiennes. Un jour, sa femme lui a jeté de l'eau bouillante.

Le révérend Terras a signalé le cas à l'unité de soutien aux victimes qui est intervenue rapidement. La femme a été arrêtée et le couple reçoit désormais un soutien psychologique organisé par les membres du Men's Networks [Réseaux d'hommes].

Contact : Révérend chanoine Emmanuel Chikoya, Secrétaire général du Conseil des églises de Zambie, chikoya@gmail.com

« Dîner à l'église » : réunir et sensibiliser

La révérende chanoine Helen Van Koevering est recteur de l'église épiscopaliennne St Raphael dans le Kentucky, aux États-Unis. Son église réagit à l'augmentation du taux de violence domestique pendant la pandémie.

En octobre 2019, le gouverneur de l'État du Kentucky a déclaré que la violence domestique dans l'État avait « l'ampleur d'une épidémie », et que la violence dans le cadre de relations intimes était un facteur dans 46% des cas de maltraitance et de négligence des enfants. Pendant ces derniers mois de pandémie de Covid-19, les refuges pour victimes de violence domestique rapportent une augmentation de l'intensité des abus résultant de l'isolement, du chômage et du stress. Les lignes d'assistance téléphonique, elles, rapportent une augmentation de 9% du volume d'appels comparé à la même période en 2019, avec 10% des appelants identifiant les effets de la Covid-19 comme une condition de leur expérience.

Le besoin d'une sensibilisation du public et de soutien aux victimes est vital.

Lorsque nous avons réuni le comité pour la mission de l'église épiscopaliennne de St Raphael pour planifier notre programme d'action pour 2020, nous n'imaginions pas ce que l'année nous réserverait. Depuis deux ans, nous organisons tous les mois un « Dîner à l'église » qui réunissait en moyenne 45 personnes pour célébrer l'eucharistie autour de tables couvertes de nourriture à partager, et échanger sur des questions liées à la justice – un type de conversation qui n'était pas toujours possible à l'heure du café entre les différents cultes du dimanche.

Nous nous étions mis d'accord sur une série de cinq dîners sur le thème de « La guérison pour les familles vulnérables » qui nous permettraient aussi de mettre en avant cinq organisations locales soutenant femmes et enfants dans leur réinsertion après une situation d'addiction, de traite sexuelle, de pauvreté, d'incarcération ou ayant besoin d'aide juridique. Chacune de ces organisations considérait la VBG comme un



dénominateur commun de leur travail. Pour nous, l'objectif était d'amplifier la voix des survivants, de sensibiliser davantage les personnes qui prenaient part aux dîners, et de considérer notre réponse collective en tant que communauté chrétienne et ecclésiale.

C'est à ce moment que les restrictions liées à la Covid-19 nous ont frappés. Le projet s'est alors transformé en une série de « Dîners à

l'église » en ligne, organisés autour d'entretiens et de réflexions théologiques avec chacune de ces organisations. Et, à l'instar des poissons et des pains bénis par Jésus, le nombre de participants a été multiplié pour atteindre une moyenne de 150 personnes par soirée.

La technologie, en combinaison avec des cœurs passionnés par la justice, la mission et les femmes et les enfants vulnérables, nous a permis de toucher un public plus large, de mieux faire connaître le problème et d'accroître notre soutien. Cela a aussi permis aux organisations de créer des vidéos qu'elles peuvent utiliser dans leur effort continu de servir, à distance, celles et ceux qui ont survécu à la violence.

Contact : Helen Van Koevering, revhelen@sreclex.org

Un enregistrement d'un « Dîner à l'église » est disponible sur YouTube <https://youtu.be/RmslJzFaWQ>

Atelier – « Non à la violence ! »

Amal Sarah vit à Lahore, au Pakistan, où elle travaille comme volontaire pour la Société pour le développement et le service des femmes (Women Development & Service Society, WDSS) dans le diocèse de Raiwind de l'Église du Pakistan. Elle est inscrite en DEA d'études environnementales à Forman Christian College, une université à charte.

Dans le cadre du ministère de la WDSS visant à l'édification de la société, le développement des compétences, la sensibilisation sanitaire et la mise en exergue des problèmes de société, nous avons organisé, le 30 septembre 2020, un atelier de sensibilisation à la violence domestique. Pendant une journée, 89 personnes issues de la communauté locale se sont penchées sur le thème « Say No to Violence [Non à la violence !] », une étape dans la prévention de la violence domestique. Parmi les participants, on trouvait des étudiants, des membres des congrégations de trois paroisses du diocèse, et des sages-femmes et infirmiers psychiatriques stagiaires du Centre de réhabilitation de la WDSS.

Pendant le confinement lié à la Covid-19, nous avons constaté une recrudescence du nombre de cas de violence domestique et de viols de femmes et d'enfants au Pakistan. C'est pourquoi nous avons décidé de rassembler la communauté locale autour d'une plateforme favorisant une prise de conscience. Le personnel de la WDSS, accompagné d'une équipe de volontaires, a dirigé des sessions sur la violence domestique, la violence contre les femmes, et l'abus et le viol d'hommes et d'enfants. Les facteurs qui ont conduit à cette augmentation et à la détérioration du tissu social ont été



soulignés. Nous avons proposé aux participants des activités de groupe pendant lesquelles nous leur avons demandé de proposer des solutions à la question de savoir comment, individuellement et collectivement, à l'échelle de l'église et de la société, nous pouvons jouer un rôle de prévention contre les diverses formes de violence qui affectent la société pakistanaise. Dans l'un des groupes, plusieurs versets bibliques touchant à la violence domestique ont été partagés, et les participants ont pu y réfléchir et rattacher chaque verset à la situation actuelle de leur société. L'atelier était conçu autour de l'interactivité et s'est révélé un espace sûr où nous avons pu nous concentrer non seulement sur les problèmes mais aussi nous pencher sur des solutions qui sont autant de premiers pas vers une ère de paix et d'harmonie.

Contact : Amal Sarah, amalsarah78@yahoo.com

<https://www.facebook.com/wdssdioceseofraiwind1989/>

Un partenariat pour la restauration

Le vénérable Dr Lyndon Drake est archidiacre d'Auckland/Tāmaki Makaurau, en Nouvelle-Zélande et dirige Te Whare Ruruhou o Meri, l'agence du service social de l'Église anglicane māorie de la région épiscopale d'Auckland.

L'Aotearoa/Nouvelle-Zélande est célèbre pour la beauté de sa nature. Ce que l'on sait moins c'est que le pays connaît des taux élevés de pauvreté infantile et de violence domestique, y compris de VBG.

Dans mon ministère à Auckland/Tāmaki Makaurau, je ne me contente pas de lire les statistiques. J'en constate au quotidien les effets sur la vie des gens.

L'Église anglicane du pays a fait un effort considérable pour reconnaître la différence pratique d'un ministère exercé parmi les Māoris (le peuple indigène de l'Aotearoa/Nouvelle-Zélande) plutôt qu'au sein d'un autre groupe ethnique ou culturel. J'exerce le mien principalement dans un contexte māori. La violence domestique touche les Māoris en plus grand nombre que n'importe quel autre groupe de la société néo-zélandaise. Nombre des personnes que je connais et parmi lesquelles je travaille ont été victimes, ou responsables, de violence domestique.

Dans ce contexte anglican et māori, notre agence de service social a pour nom *Te Whare Ruruhou o Meri* (littéralement : « la maison-refuge de Marie »). Comme son nom l'indique, Te Whare a été établie sur la base d'une reconnaissance particulière du dommage causé par la violence basée sur le genre. Ces dernières années, l'agence a adopté l'expression plus large de « violence domestique » afin de rendre compte du fait que la VBG est l'élément majeur d'un éventail de comportements nocifs au sein des groupes familiaux.

L'année dernière, Te Whare a travaillé en étroite collaboration avec plus de 3 000 *whānau* (familles élargies) qui ont été dirigées vers nos services, en général sur la recommandation d'un acteur du système de justice pénale. Les incidents de violence domestique ont augmenté ces derniers mois, un effet de l'impact économique de la Covid-19 et des confinements qui en ont résulté. Beaucoup de familles māories sont vulnérables aux pressions extérieures, un héritage de la colonisation et du racisme systémique.

Un des aspects essentiels du travail de Te Whare est notre capacité à éviter toute approche paternaliste : nous sommes nous-mêmes māoris et nous contrôlons le fond et la forme de l'assistance dont les familles vulnérables ont besoin.

En conséquence, notre travail et notre financement ont connu une augmentation rapide au cours des deux dernières années, car notre approche distinctement māorie a obtenu d'excellents résultats alors que nous intervenons dans des circonstances particulièrement difficiles. Le travail de Te Whare a ainsi permis d'éviter qu'un grand nombre d'enfants et d'adultes en situation vulnérable ne soient exposés à des dangers supplémentaires.

L'un des défis de travailler en grande partie sur la base de recommandations, c'est que la prise de contact entre Te Whare et un ménage a souvent lieu longtemps après que le risque de violence a été identifié. Par



La Première ministre de la Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern, inaugure Te Taanga Manawa

exemple, c'est souvent un appel de la police qui porte l'attention pour la première fois sur un grand nombre d'incidents basés sur le genre. Mais un long délai peut s'ensuivre avant qu'un autre secteur du gouvernement, comme le ministère de la justice, soit informé du rapport de police et décide qu'une recommandation vers nos services est appropriée.

Ces derniers mois, nous avons participé à un partenariat extrêmement efficace entre différentes agences, et notamment la police. La police municipale a conclu un accord avec Te Whare et d'autres organisations pour louer un bâtiment ensemble. L'étage supérieur abrite les forces de police qui s'occupent des incidents de violence domestique au sud d'Auckland. Au rez-

de-chaussée, on trouve Te Whare Ruruahu o Meri, ainsi que d'autres organisations. Le bâtiment a été baptisé « Te Taanga Manawa » (littéralement : lieu de répit et de ressourcement) par notre évêque, en référence au cœur des personnes que les agences soutiennent par leur travail, et au cœur de Dieu envers l'humanité.

Lorsque la police entend parler d'un incident de violence domestique, celui-ci est immédiatement déféré aux travailleurs sociaux de Te Whare ; la probabilité d'une intervention rapide et positive n'en est que plus grande. D'agents de punition, les agents de police sont devenus des agents de rédemption.

Nous parvenons à garder une dimension spécifiquement chrétienne dans notre action sociale, en partie parce que la spiritualité est reconnue comme une composante valable du bien-être dans le modèle sanitaire et social pratiqué en Nouvelle Zélande. La spiritualité est l'un des quatre piliers du *Te Whare Tapa Whā* (littéralement : la maison aux quatre murs), un concept dérivé des concepts māoris de bien-être individuel et communautaire. Sans jamais empiéter sur les convictions personnelles, il n'en reste pas moins qu'une forme d'engagement spirituel est plus ou moins normale.

En même temps, la contribution spécifiquement māorie de Te Whare Ruruahu o Meri est très efficace dans la pratique, et elle distingue notre travail de celui d'autres agences laïques.

Ces deux aspects qui sont au cœur de l'histoire de Te Whare ont trouvé une nouvelle expression dans le partenariat avec d'autres agences au sein de Te Taanga Manawa. Je suis intimement convaincu que nous avons eu la bonne fortune de trouver une approche exceptionnellement féconde dans notre travail de restauration des victimes et des auteurs de violence domestique, et que notre collaboration avec d'autres agences gouvernementales et non-gouvernementales reflète l'aspiration chrétienne d'apporter la restauration à un monde brisé.

Contact : Le vénérable Dr Lyndon Drake, lyndon@tetaitokerau.anglican.org

Retrouver un « esprit de vie »

Marthe Vira vit à Kinshasa, au Congo, et coordonne le développement communautaire provincial pour le Mothers' Union de la Province de l'Église anglicane du Congo. Dans cet article, elle décrit le soutien apporté à trois sœurs victimes de violence.

Adele, Celeste et Estelle, dont les noms ont été changés pour les besoins de cet article, sont trois sœurs. Avant la pandémie de Covid-19, elles étaient en mesure de payer un loyer dans la région où elles habitent. Elles allaient au marché colporter poisson et épices. Un jour, le mari de Celeste a demandé 100 dollars à ses belles-sœurs, affirmant qu'il les rembourserait avec des intérêts de 20 dollars. Elles ont accepté.

Mais durant la période de confinement, il n'a pas pu rembourser une telle somme. Lorsque les sœurs sont allées le trouver pour réclamer leur argent, il les a emmenées dans un endroit isolé et les a attaquées avec l'aide d'un groupe de jeunes hommes et de garçons délinquants qu'on appelle des « Kulunas » à Kinshasa. Elles ont été blessées et dépouillées.

L'homme s'est également rendu chez les trois sœurs et a dérobé tout ce qu'elles possédaient. Les femmes étaient en détresse, pleurant tous les jours, ayant perdu tout espoir de vie ou « esprit de vie ». Mais après que nous avons lancé notre projet sur la VBG, l'une des « championnes pour l'égalité » que nous avons formées à rechercher les survivants les a conduites à notre bureau. Elle leur a donné des conseils, a prié pour elles et leur a fourni des ressources pour les aider. Les trois sœurs recouvrent désormais leur esprit de vie, et elles ont repris leurs activités.

Ces femmes remercient Dieu pour tout le travail fourni par le Mothers' Union du diocèse de Kinshasa par sa branche provinciale en collaboration avec Mary Sumner House au Royaume-Uni dans leur effort de soutien aux victimes de VBG en cette période difficile de Covid-19.

Contact : Marthe Vira, marthevira1@gmail.com

Un refuge pour répondre aux besoins

Parmi les Cinq Marques de la Mission de la Communion anglicane figurent « Répondre par amour aux besoins humains » et « Transformer toute structure injuste de la société, confronter toute violence et rechercher la paix et la réconciliation ». Ces valeurs sont au cœur du travail diaconal du refuge Casa Noeli dos Santos, ouvert à Ariquemes, une municipalité située dans l'État du Rondônia et dans le district missionnaire de l'Église épiscopale anglicane du Brésil regroupant les États du Rondônia, du Matto Grosso et du Matto Grosso do Sul. Le refuge abrite des femmes touchées par la violence domestique.

Le refuge Casa Noeli a été créé en réponse à des besoins locaux où les femmes victimes de violence domestique n'avaient nulle part où aller. Il fallait un endroit adéquat et sûr pour répondre à ce besoin et la paroisse de Santíssima Trindade, par l'intermédiaire de leur prêtre, la révérende Elineide Ferreira Oliveira, a relevé le défi. Les paroissiens se sont mobilisés au niveau local et ont constitué une entité juridique afin que tous les documents nécessaires à la création d'un organisme philanthropique puissent être certifiés.

Cela fait maintenant neuf ans que le refuge œuvre à combattre la violence contre les femmes. C'est une référence dans le domaine et sa renommée est à la fois locale, régionale, nationale et internationale.

Le refuge met à la disposition des femmes un endroit sûr, ne dévoile pas leur adresse et leur donne accès à une gamme de services par l'intermédiaire d'agences publiques qui servent de points d'entrée aux programmes de soutien des femmes en situation de violence. Le soutien offert par Casa Noeli est gratuit à 100% pour une période de 3 mois, et inclut des soins psychosociaux. Selon les besoins, des recommandations sont faites aux organismes appropriés qui fournissent une aide en matière de santé, d'éducation, de droit, du marché de l'emploi, et de cours spécialisés. L'objectif est qu'à leur sortie de Casa Noeli, les femmes soient aussi autonomes que possible et aient ainsi la force de surmonter la violence dont elles ont été victimes.

Casa Noeli est la seule initiative de ce genre dans toute la vallée du rio Jamari, une région qui recouvre Ariquemes et neuf autres municipalités. Le projet sert la région et favorise la création de nouvelles politiques publiques et l'amélioration des politiques publiques existantes.

Le refuge est entretenu par l'Association anglicane Desmond Tutu (*Associação Anglicana Desmond Tutu*), une entité juridique qui reçoit des dons de partenaires locaux et internationaux par l'intermédiaire du Service anglican de diaconie (*Serviço Anglicana de Diaconia*, SADD). D'autres sources de revenus proviennent de fonds municipaux en coopération avec l'administration publique. Étant donné les nombreux coûts de fonctionnement, ces partenariats sont essentiels pour garantir que Casa Noeli reste entièrement opérationnel.

Le refuge accueille les femmes et leurs enfants et fournit produits d'hygiène personnelle, nourriture et médicaments, en plus de vêtements qui ont été donnés au projet car beaucoup arrivent uniquement avec les vêtements qu'elles portent. D'autres formes d'aide sont également disponibles.

L'Église épiscopale anglicane du Brésil s'est distinguée par son soutien dans la lutte contre la violence contre les femmes ; dans ce domaine, elle est devenue une référence pour d'autres églises qui ont pris conscience du besoin de faire face à un problème qui se manifeste avec une intensité croissante dans la société. La violence domestique est un problème de santé publique qui touche tous les niveaux de classes sociales, de races, de croyances et d'ethnicités.

Les dirigeants religieux se sont efforcés d'incorporer dans leur travail des mesures qui encouragent le débat et s'attaquent à ce sujet urgent. C'est à la communauté tout entière d'y faire face. Et c'est en affirmant notre foi de cette façon que la voix de l'Église restera prophétique, et que nous continuerons de mettre en pratique l'évangile de Dieu que nous prêchons dans nos bâtiments. Nous donnons une voix à ceux qui ont été réduits au silence. Nous garantissons leur dignité et leurs droits à ceux qui sont invisibles et vulnérables. Et nous le



faisons dans la certitude qu'ensemble nous pouvons transformer cette réalité qui nous affecte tous en tant que chrétiens.

Contact : La révérende Elineide Ferreira Oliveira, elineideieab@hotmail.com

Compost et dignité

Ce témoignage de l'Église du Bangladesh décrit comment l'autonomisation économique d'une femme a contribué à réduire les pressions sur son couple et a conduit à une relation plus harmonieuse.

Kalabati et son mari Stephan vivent dans le district de Rajshahi au Bangladesh. Ils n'ont pas de terre à eux. Stephan cultive un terrain loué à court-terme et la famille vit au jour le jour. Ils ont deux fils qui vont à l'école primaire.

Cette famille ne connaissait aucune sérénité. La pauvreté s'est intensifiée en raison du confinement lié à la pandémie, et ils se disputaient beaucoup. Kalabati devait faire face à des violences physiques et psychologiques. Aussi dur qu'elle travaillât pour sa famille, elle n'était pas en mesure de contribuer financièrement aux revenus de la famille.

En octobre 2016, Kalabati a rejoint Shalom, un groupe de développement de Gandharaja, la branche de l'Église du Bangladesh consacrée au développement. En tant que membre, elle reçoit une formation sur des sujets divers, dont le lombricompostage. Avec l'aide financière de Shalom, Kalabati prépare désormais un engrais liquide en se servant de vers de compost qui décomposent des déchets organiques.



Cultiver des patals, plantées sur un bout de terre fertilisée par lombricompost

Cette année, pendant le confinement, Kalabati s'est servie de son engrais pour cultiver des *patals* (une sorte de courge qui ressemble à un concombre) sur un bout de terre de 360m². Le rendement a été excellent : Kalabati a déjà vendu pour 12 000 takas de *patals* (\$140/€120) directement de son potager. La récolte durera encore un mois. La demande sur le marché local est élevée et attire un bon prix car le légume est délicieux et nutritif. Les gens demandent souvent comment une telle récolte est possible. Karabati leur répond : « C'est la magie du lombricompost ! » Avec un sourire, elle nous confie : « Nous pouvons économiser une partie des revenus de la terre et nous en servir pour la famille. Je peux l'utiliser pour que nos enfants reçoivent une éducation ininterrompue. Et je

peux aussi me faire plaisir. Si les deux conjoints ont un salaire, alors c'est la paix dans le couple. »

La génération de revenus a accru le respect et la dignité des femmes. Aussi sommes-nous fort reconnaissants envers Shalom. La violence domestique a été réduite par des activités économiques à petite échelle. Et le voisinage tire des leçons de la famille sur comment vivre en paix et réduire la pauvreté, tout en gardant à l'esprit le changement climatique et l'environnement en réduisant l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides.

Contact : Prodip Chand Mondal, Secrétaire du modérateur, Bureau du synode de l'Église du Bangladesh, pcmondalcob@gmail.com

Construire un diocèse libre de toute violence

Daniela Gennrich, Église anglicane du Sud de l'Afrique

Le travail sur le genre et l'égalité des sexes a commencé dans le diocèse de Natal, en Afrique du Sud, en 2017. Cette année-là, l'évêque Dino Gabriel a eu l'idée visionnaire de créer un poste de chanoine laïc en charge des

questions de genre et de violence basée sur le genre, auquel j'ai été nommée. A l'époque, il m'avait avoué : « Je ne sais rien, sauf que c'est l'appel de Dieu pour ce diocèse. Je compte sur vous pour m'apprendre. »

Nous avons commencé par un questionnaire distribué à toutes les parties prenantes, sans grand succès. L'évêque a alors organisé quatre forums pour le clergé sur le thème du genre et de la VBG, tenus entre 2017 et 2019. La plupart de ces débats furent animés – mais nous avons au moins entamé la conversation.

Dans un certain archidiaconat, les jeunes ont mis la direction diocésaine au défi d'expliquer pourquoi, sous notre gouverne, le monde n'était pas plus sûr. En 2018, ils ont organisé la campagne « Sunday in Black [Un dimanche en noir] ».

Début 2018, j'ai fait part de mon malaise que nous parlions de la VBG comme si c'était un problème « extérieur », sans tenir compte de notre propre intégrité « intérieure ». L'évêque Dino s'est montré très ferme. Il a convoqué une conférence de presse où il a déclaré que le diocèse avait une politique de tolérance zéro contre toute forme d'inconduite, sexuelle ou autre. Il a invité les survivants à le contacter. Certains l'ont fait, et nous avons examiné ces dossiers en appliquant les « normes pastorales » mises en place par l'Église du Sud de l'Afrique. Dans certains cas, les processus ont suivi leur cours et justice a été rendue ; dans d'autres, la situation s'est révélée plus compliquée et ces dossiers n'ont pas encore abouti en raison d'une période d'interrègne dans le diocèse.

Entre temps, des archidiacres nous ont aidé à poursuivre la conversation dans les paroisses. J'ai rencontré un nombre d'équipes paroissiales potentielles.

Après la démission prématurée de l'évêque Dino, le travail sur l'égalité des sexes s'est interrompu un certain temps. L'archidiacre Forbes Maupa a été nommé émissaire de l'évêque afin d'assister mon ministère.

C'est alors que la Covid-19 a frappé, avec le confinement qui en a découlé. Un certain nombre de membres du clergé ont partagé leurs difficultés à soutenir les familles à distance.

Début juin, il a été allégué qu'une femme qui appartenait au Mothers' Union (MU), mariée à un membre du clergé, s'était suicidée en désespoir de cause après des années de violence conjugale. Avec le soutien de la direction diocésaine du MU, j'ai organisé une rencontre pour les épouses de membres du clergé ainsi que d'autres femmes et des membres de l'équipe de travail sur le genre et l'égalité des sexes. Nous avons écouté leurs expériences et réfléchi à différentes mesures pratiques pour aller de l'avant. Celles-ci ont ensuite été validées par le Chapitre. Mais le mari de la victime a été assassiné et nous sommes retournés à la case départ. Les dirigeants du MU et de l'Association des femmes anglicanes (Anglican Women's Fellowship) ont collaboré pour trouver une solution aux besoins multiples des enfants.

A nouveau, on m'a demandé d'interrompre mon travail. En juillet, nous avons envoyé une invitation pour recruter des volontaires qui souhaitent construire un diocèse libre de toute violence. Notre équipe compte désormais 30 personnes dont des membres du clergé, leurs conjointes et conjoints, des membres du Chapitre, des jeunes et des paroissiens.

Des équipes différentes sont en charge des activités pratiques suivantes :

- La rédaction d'une déclaration diocésaine sur l'égalité des sexes, la justice et la VBG, accompagnée d'une adresse mèl à laquelle envoyer ses réclamations (safechurch@anglicansa.org.za). La déclaration est ancrée dans la Charte de la Province pour une église sûre et inclusive
- La réalisation d'une vidéo qui met en lumière que la VBG n'est pas un problème « extérieur » mais qu'elle nous affecte dans nos communautés. Une campagne sur les réseaux sociaux, liée à la vidéo, permet de lancer la conversation et de diriger les gens vers notre travail et vers la Charte pour une église sûre et inclusive.
- Chaque semaine, une équipe de mission pour les hommes distribue par WhatsApp une étude biblique contextuelle sur des questions d'inégalité des sexes et de VBG. L'équipe a aussi organisé sa première marche virtuelle pour les hommes sur Zoom.
- Un groupe d'étude biblique contextuelle pour les femmes conduit deux études bibliques réunissant des épouses de membres du clergé ainsi que des ordinands. Le groupe prépare une série d'études bibliques inspirées par la théologie féministe africaine et accessibles à d'autres femmes pour les aider à réhabiliter les passages de la Bible qui affirment leur dignité, l'appel de Dieu sur leur vie et leur capacité à assumer un rôle de premier plan.

- La question du genre et de l'égalité n'est pas seulement un problème de *fond* mais aussi de *forme* et de *processus*. Des espaces en ligne de soutien psychologique aident de petits groupes de membres du clergé travaillant dans le diocèse, célibataires ou mariés, à surmonter le stress lié à la Covid-19 ou à d'autres facteurs.
- Je suis un membre actif de l'équipe de la Province pour une église sûre et inclusive. Nous continuons d'encourager les gens à signaler les incidents d'inconduite sexuelle, et nous explorons des stratégies de prévention.
- Les dirigeants des Associations de femmes anglicanes du diocèse préparent des ateliers destinés à leurs membres sur la VBG et la création d'une église sûre.
- Nous réfléchissons à l'utilisation de la technologie afin de créer un service d'information en ligne, et nous explorons également la possibilité d'une assistance téléphonique.

Ce qui est le plus prometteur, c'est que notre équipe est très diverse, et qu'à mesure que les paroisses entament une discussion sur la VBG, un nombre croissant d'activités émergent sur le terrain. Par exemple, l'Association des femmes anglicanes dirige un webinaire sur la VBG dans une paroisse, d'autres ont animé des cultes sur le thème de la VBG, et certaines paroisses ont même rédigé des Déclarations d'Inclusion.

Il y aurait tellement de témoignages et de leçons à partager ! C'est un secteur difficile et complexe. Si nous avons le plein appui du Vicaire général et du Chapitre, nous avons rencontré d'autres résistances et réticences ponctuelles. Parfois, au sein de la même équipe, nous ne savons pas nous écouter les uns les autres, et nous devons nous retrouver. Nous sommes loin d'être là où Dieu veut que nous soyons. Mais nous avons accepté d'entreprendre ce voyage ensemble, conscients de nos préjugés et de nos faiblesses, assaillis que sommes par les sources de tensions multiples liées à la Covid-19.

J'ai appris que nous avons besoin d'un ministère qui habilite la personne, qui accepte que nous ayons tous du chemin à parcourir, qui affirme que chacun a un rôle à jouer, et qui ouvre un espace de dialogue où chaque idée originale sera testée ; mais c'est aussi un ministère de responsabilisation, dans un cadre bien défini de valeurs et de principes directeurs inspirés par les Écritures et l'expérience.

Contact : Daniela Gennrich, coordinator@wwsosa.org.za.

Daniela coordonne aussi la coalition sud-africaine « We Will Speak Out [Nous nous ferons entendre] » <http://www.wwsosa.org.za>

Assistance et conseil juridique

La Société de la Confrérie de Delhi (Delhi Brotherhood Society, DBS) a été établie en 1973 par la Confrérie du monastère de l'Ascension du Christ, situé à Delhi, en Inde. La Société a pour objectif de servir les pauvres et les opprimés, quelle que soit leur caste, leur croyance ou leur ethnicité. Son travail se concentre en particulier sur l'avancement social et économique des personnes âgées, des femmes et des jeunes des communautés démunies, par l'éducation, le logement, la formation professionnelle, l'intervention juridique et le partenariat.

Pour les besoins de cet article, qui décrit deux exemples d'intervention et d'assistance juridique telles que les fournit DBS, tous les noms ont été changés.

Hemani, étudiante à l'université, a rencontré Aruj au cours d'une soirée. Ils sont devenus amis et ont commencé à se fréquenter. Aruj invitait Hemani à le rencontrer dans différents endroits. Après plusieurs rendez-vous, Aruj a tenté d'avoir des relations sexuelles avec elle mais quand Hemani a refusé, il lui a dit qu'il avait l'intention de l'épouser et que cette intimité physique était tout à fait normale avant le mariage. Cela a duré presque un an et, quand elle a compris qu'Aruj ne l'épouserait pas, Hemani a décidé d'arrêter de le voir. Elle apprit également qu'Aruj était marié et qu'il avait un enfant en bas âge. Il avait eu le même comportement avec d'autres jeunes femmes. Aruj a insisté pour qu'Hemani le voie une dernière fois, afin de régler leurs différends. C'est à ce moment-là qu'il l'a violée. Hemani a alors appelé l'assistance téléphonique de DBS et, après quelque temps, elle a rencontré un volontaire de la Société.

Des membres d'un *Mahila Panchayat* (littéralement : tribunal local de femmes) un conseil municipal animé par DBS et qui se préoccupe de l'intervention en situation de crise et de l'assistance juridique au niveau local, se sont penchés sur le cas d'Hemani. Avec l'aide de la police et d'avocats, ils ont porté plainte. Hemani a subi un examen médical et un rapport préliminaire a été rédigé. Le dossier est maintenant devant les tribunaux et l'instruction est en cours.

Les membres du *panchayat* offrent à Hemani un suivi régulier, l'aident à effectuer toutes les formalités administratives et subviennent à ses besoins.

Le mari de Janya ne la traitait pas bien. Après neuf ans de mariage, elle et ses deux enfants en bas âge sont retournés vivre avec sa mère. Son mari prit l'habitude de lui rendre visite mais, après quelques jours, il finissait toujours par se disputer avec elle et la battre avant de s'en aller. Janya a continué de vivre chez sa mère avec ses deux filles.

Un jour, Janya a laissé sa fille Urmi, âgée de sept ans, seule à la maison car elle devait aller travailler comme femme de ménage dans des maisons voisines. Sa mère était chez le docteur, accompagnée de sa fille aînée. Lorsque Janya est rentrée, elle a trouvé Urmi en pleurs et souffrant d'atroces douleurs

dans le bas du ventre. Elle saignait. Janya a immédiatement conduit sa fille à l'hôpital où un médecin l'a examinée. De retour chez elles, Janya a demandé à Urmi ce qui s'était passé. Elle a répondu qu'un des garçons du voisinage l'avait emmenée acheter des chocolats puis qu'il l'avait attirée dans un endroit isolé où il l'avait violée. Elle s'était mise à crier mais il lui avait dit de se taire, et que sinon il la tuerait et la laisserait là où elle était. Urmi avait promis de ne rien dire, et il l'avait ramenée chez elle.

L'état d'Urmi a empiré et son saignement ne s'est pas estompé, en dépit des soins médicaux qu'elle recevait. Janya a alors appelé une parente qui vivait à Delhi et qui, par hasard, connaissait un conseiller de DBS. Elle lui dit d'emmener immédiatement Urmi à Delhi où elle fut conduite à l'hôpital Guru Teg Bahadur avec lequel l'assistance téléphonique de DBS travaille étroitement. On l'y a traitée pour dommage et infection internes. Le dossier est maintenant déposé, et devant les tribunaux.

Urmi, quant à elle, va mieux et elle continue de vivre avec sa mère. Elle reçoit un soutien psychologique et sera inscrite à l'école à la rentrée scolaire.

Contact : Père Solomon George, delhibrotherhood@gmail.com

Delhi Brotherhood Society : <https://www.delhibrotherhood.org>



Un Mahila Panchayat, géré par DBS, discute d'une affaire

De l'importance de partager ses histoires



La révérende Moumita Biswas, de l'Église de l'Inde du Nord (CNI) partage deux projets en Asie en réponse à la VBG durant la pandémie de Covid-19 : un webinar et un festival.

En septembre de cette année, 36 femmes, toutes dirigeantes religieuses, ont pris part à un webinar intitulé « Toutes ensemble : les femmes et l'instauration de la paix. » Elles y ont partagé leurs histoires, composées de défis, d'espoir et de résilience et ont discuté de la manière dont elles œuvrent à mettre un terme à la VBG pendant cette pandémie.

Le webinar a été organisé à l'initiative du réseau « Food Speaks Herstory of Love and Hope [littéralement : Communiquer amour et espoir par le biais de son histoire] », qui a établi un forum où les dirigeantes religieuses d'Asie peuvent partager leurs stratégies, susciter une prise de conscience, se consoler les unes les autres dans les moments difficiles, se nourrir spirituellement dans l'amour et la justice, et renforcer leurs réseaux afin de mettre un terme à la VBG et répondre aux questions de sécurité alimentaire et de justice climatique.

Pendant le webinaire, nous avons appris énormément les unes des autres. Par exemple, les dirigeantes des Associations de femmes au Bangladesh aident les ouvriers des usines de confection (des femmes, pour la plupart) qui sont menacés de famine en leur offrant de la nourriture et du matériel de secours comme des masques ou des équipements de protection individuelle.

Les dirigeantes d'églises au Pakistan s'attaquent aux problèmes de violence domestique et s'équipent les unes les autres pour briser le silence, par le biais d'études bibliques en ligne et d'un soutien mutuel en période de traumatisme et de souffrance.

Au Népal, les dirigeantes d'église travaillent au cœur des communautés pour donner aux familles les moyens de mettre un terme au mariage forcé des enfants, phénomène qui a augmenté pendant la pandémie. En effet, une petite fille est considérée comme un fardeau en Asie du Sud.

Au Sri Lanka, où les femmes constituent l'épine dorsale de l'économie, le Conseil de responsabilité sociale du diocèse anglican de Colombo a accordé la priorité aux femmes et aux enfants qui sont les plus vulnérables en cette période de crise. Le diocèse s'emploie également à bâtir des familles plus fortes, plus autonomes et plus solidaires, et à soutenir les efforts d'entrepreneuriat des femmes.

Pendant la pandémie, les cyclones récurrents liés au changement climatique auxquels ont fait face l'Inde et le Bangladesh ont détruit les moyens de subsistance et l'habitat naturel de nombreuses populations. Les femmes ont partagé des histoires d'initiatives prises par les églises en vue de construire des communautés et des églises durables, planter des arbres, restaurer les moyens de subsistance et donner aux populations rurales les moyens de développer des « nutri-jardins » ou des potagers, et de faire pousser des légumes pour subvenir aux besoins des familles.

Au cours du webinaire, les dirigeantes d'églises ont également discuté de stratégies pour promouvoir les « 16 jours d'activisme » et, après avoir entendu parler du festival « Gender Justice Peace [Genre, Justice et Paix] » observé par certaines congrégations locales à Lahore dans le diocèse de Raiwind de l'Église du Pakistan, elles vont essayer de répliquer ce festival dans d'autres églises et d'autres pays.

C'est Alyssa Saleem qui a eu l'idée de ce festival à Lahore, qui se tient du 1^{er} octobre au 10 décembre. Selon le communiqué du festival, « octobre est un mois très important pour nous engager dans diverses campagnes et initiatives visant à mettre fin à la VBG et à promouvoir la justice de genre. En octobre, nous célébrons le mois de la sensibilisation à la violence domestique et du cancer du sein, le monde commémore la Journée internationale de la fille organisée par les Nations Unies et les « 16 jours d'activisme » ont lieu en novembre. Nous lançons donc diverses formes de plaidoyer pour promouvoir la justice de genre. »

Comme dans de nombreuses régions du monde, la VBG a augmenté au Pakistan pendant la pandémie. Il y a quelques mois, une invasion de sauterelles a été un déclencheur de pauvreté, de faim, de famine et de violence domestique. Les femmes, les filles et les enfants sont les plus vulnérables.

En octobre, l'église St Peter de Lahore, au Pakistan, a organisé un atelier de sensibilisation pour les jeunes sur le thème « Paint It Purple for a Purpose [Le violet contre la violence] », car le violet est la couleur utilisée dans la campagne pour mettre fin à la violence domestique. Cinquante jeunes, hommes et femmes, y ont participé. La méthodologie utilisée était la conception d'affiches, suivie d'une discussion et d'une réflexion contextuelle autour de la Bible.

L'utilisation d'histoires est une manière importante de briser le silence. L'Association de femmes de l'église du mémorial de St Esther a organisé un repas communautaire pour les femmes en octobre. Des dirigeantes d'église âgées de 24 à 60 ans y ont assisté. Les femmes ont été invitées à partager des histoires sur leur manière de faire face à la pandémie et à la violence auxquelles elles sont confrontées à la maison. Elles ont partagé leur nourriture et leur amour de leur prochain, et ont réfléchi à l'histoire du viol de Tamar par son demi-frère Amnon, qui a abusé de son pouvoir et de son autorité (2 Samuel 13). Elles ont contextualisé ce récit et discuté de stratégies possibles pour sensibiliser les membres de la famille et protéger les filles, les femmes et les enfants dans leurs familles et leurs communautés.

Contact : La révérende Moumita Biswas, moumita.iawn@gmail.com
Réseau « Food Speaks Herstory of Love and Hope », [https:// www.facebook.com/groups/642836063000842](https://www.facebook.com/groups/642836063000842)

Un soutien diocésain engagé

Robyn Andréo-Boosey, Directrice du programme de prévention de la violence contre les femmes du diocèse de Melbourne, en Australie

Au cœur de ce qui nous unit dans notre foi chrétienne se trouve l'expression ultime, en la personne de Jésus, de l'amour en action. Tout au long de sa vie, Jésus a été poussé à l'action par son amour pour les personnes qui souffraient et étaient marginalisées, les rétablissant dans leur plénitude et remettant en cause l'injustice qui les a privées de la dignité que Dieu leur a donnée. En 2018, afin d'exprimer son engagement profond à s'attaquer au problème de la violence contre les femmes, le diocèse de Melbourne, en Australie, a créé le Programme de prévention de la violence contre les femmes, et recruté une personne qui le dirigerait à temps plein.

En partenariat avec des agences d'assistance sociale anglicanes locales comme Anglicare Victoria, la Fraternité de St Laurence (Brotherhood of St Laurence) et Relationship Matters, le Programme a pour objectif de soutenir et d'équiper les dirigeants d'églises ainsi que les communautés pour répondre à la violence contre les femmes, et la prévenir.

Notre vision pour l'avenir est claire : une Australie où les femmes et les filles peuvent vivre sans violence et sans peur de la violence. C'est une vision audacieuse mais elle est ancrée dans la conviction que Dieu travaille parmi nous pour apporter guérison, restauration et justice dans nos vies et nos communautés.

Il est nécessaire d'équiper les dirigeants d'églises, qu'ils soient ordonnés ou laïcs, pour que leur réponse aux personnes victimes de violence soit adéquate. Ils sont souvent parmi les premières personnes informées de situations de violence contre les femmes au sein de leur église. Le Programme vise donc à équiper le diocèse et les dirigeants de ses églises par le biais d'une série d'initiatives, au nombre desquelles nous pouvons compter :



- Offrir une formation qui aide à identifier les signes de violence, expose comment réagir suite à une révélation de cas de violence, et oriente les victimes vers des services de soutien professionnels. A terme, nous souhaitons intégrer cette formation au programme obligatoire des séminaires de théologie qui forment les futurs dirigeants de l'Église.
- Mettre en place, au niveau du diocèse, un ensemble de consignes, procédures et directives sur la manière de réagir à la violence domestique et de soutenir les personnes qui en sont victimes.
- Créer, dans les paroisses, le rôle de « défenseur de la sécurité au sein des familles » qui travaille aux côtés des membres du clergé. Le défenseur est un leader laïc ayant suivi une formation adéquate, et devient la personne de référence à qui parler de violence domestique. Il sait accompagner les personnes de manière appropriée et les orienter vers des services professionnels.
- Aider les églises à identifier et prendre contact avec les services locaux de lutte contre la violence domestique, pour qu'elles sachent où obtenir des conseils professionnels et vers où diriger les personnes ayant besoin d'aide.
- Créer une série de ressources pour les églises, comme des affiches contre la violence contenant des informations sur l'assistance téléphonique à contacter en cas d'urgence.

Il est essentiel de soutenir les personnes victimes de violence. Cependant, notre action ne doit pas s'arrêter là. Nous devons aussi prendre des mesures pour empêcher cette injustice avant même qu'elle ne commence. Le travail de prévention de la violence contre les femmes consiste à changer la culture et à regarder au-delà des circonstances individuelles pour comprendre les catalyseurs sociaux qui, de manière plus large, sous-tendent

et expliquent les taux élevés de violence contre les femmes. En tant que chrétiens, et unis dans l'Église, nous sommes contraints par l'amour du Christ à changer cette culture. Les dirigeants de l'Église peuvent aider à façonner les croyances, les attitudes et les comportements des gens. Ils sont ainsi dans la position privilégiée d'avoir un impact positif dans la communauté au sens large, que ce soit par le biais des groupes d'enfants, des activités pour les adolescents, ou encore la préparation au mariage. C'est pourquoi nous voulons donner au diocèse et aux dirigeants de ses églises les moyens de prévenir la violence contre les femmes, en mettant à leur disposition :

- Une formation sur les catalyseurs sociaux qui sous-tendent et entraînent les taux élevés de violence contre les femmes, et sur comment y faire face.
- Un programme de mentorat et d'encadrement pour les dirigeants d'église qui leur permette de réfléchir de manière critique à leur propre apprentissage, et à sa mise en pratique dans leur paroisse.
- Des espaces de soutien entre pairs pour aider les dirigeants à mettre en commun leurs idées et leurs ressources.
- Des ressources pédagogiques pour l'enseignement dans les paroisses, y compris dans les groupes d'études bibliques, les groupes de jeunes adolescents et d'enfants, du dessein originel de Dieu pour l'égalité.
- Des outils d'auto-évaluation des églises pour aider les paroisses à réfléchir à leurs pratiques et leur culture, et à identifier les domaines où elles pourraient, de manière involontaire, véhiculer des idées peu utiles ou même nuisibles quant à l'égalité de valeur des hommes et des femmes.

Aimer son prochain implique de reconnaître que la violence et les abus sont toujours inadmissibles, et de faire tout son possible pour remédier à cette injustice. Ce faisant, nous exemplifierons une manière d'être au monde différente, imitée de celle du Christ.

Contact : Robyn Andréo-Boosey, pvaw@melbourneanglican.org.au

16 jours d'activisme : Rejoignez-nous en ligne

Vous êtes cordialement invités à participer à quatre réunions-débats internationaux, ainsi qu'à trois webinaires interactifs organisés à l'occasion de la campagne « 16 jours d'activisme » par Mandy Marshall, directrice de la justice de genre au Bureau de la Communion anglicane.

Pour plus de détails, rendez-vous sur <https://bit.ly/34L7ZJU> et suivez-nous sur les réseaux sociaux : @AnglicansEndGBV @AnglicanWorld @AnglicanUN

<https://www.facebook.com/groups/IntAngWomen>

<https://www.facebook.com/AnglicanFamilies>

Les horaires indiqués sont à l'heure GMT/UTC

Réunions-débats

1. Faire face à la violence basée sur le genre au sein de la Communion anglicane, mercredi 25 novembre 11h30
2. Mobiliser les hommes dans lutte contre la VBG, vendredi 27 novembre, 14h00
3. Théologie et prière : comment notre approche théologique nous mobilise et nous motive, mercredi 2 décembre, 12h30
4. Plaidoyer et justice de genre, jeudi 10 décembre (Journée des droits de l'homme), 14h00

Webinaires autour de la violence domestique

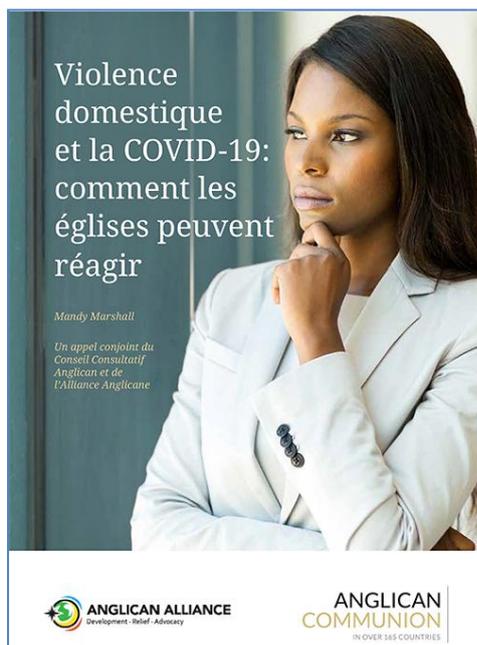
Choisissez la session qui vous convient le plus :

1. Jeudi 26 novembre, 6h30
2. Vendredi 27 novembre, 10h30
3. Lundi 30 novembre, 19h00

Ressources utiles :

« Plus jamais 1 femme sur 3 »

Le Mothers' Union a produit un nouvel ensemble de ressources pour les « 16 jours d'activisme » 2020, et pour marquer leur toute première Journée mondiale d'action le 5 décembre. Téléchargez-les à l'adresse suivante : <https://bit.ly/2IU38h9>. Le Mothers' Union d'Irlande et d'Irlande du Nord a produit un « Journal de prière » de 16 jours à utiliser notamment pendant la pandémie de Covid-19 qui a révélé une « pandémie fantôme » de violence domestique. Depuis le mois de mars 2020, Women's Aid a enregistré une augmentation de 43% des appels sur leur numéro d'assistance téléphonique en Irlande. Téléchargez le « Journal de prière » à l'adresse suivante : www.mothersunion.ie.



Téléchargez cette ressource de la Communion anglicane sur <https://bit.ly/2V3IRbK> ou contactez Mandy Marshall à mandy.marshall@anglicancommunion.org

Seigneur Jésus, toi qui vis et qui nous aimes,

Nous nous souvenons que tu es le défenseur et le Sauveur des femmes qui ont souffert de violence et de honte, que tu es celui qui a parlé en leur nom et restauré leur dignité et leur sécurité. Nous nous souvenons que tu écoutais les enfants que d'autres voulaient faire taire et éloigner.

Et nous portons dans la prière les membres de nos communautés qui vivent dans la peur de proches qui les contrôlent et exercent leur pouvoir sur eux par l'utilisation de la violence sous toutes ses formes

Nous te demandons pardon pour la manière dont l'Église a parfois permis la violence et réduit tant de personnes au silence ; pour toutes ces fois où nous avons détourné le regard, soutenu l'auteur de violence ou renvoyé les gens là où ils étaient le moins en sécurité.

Seigneur Jésus, donne-nous des oreilles pour entendre. Aide-nous à faire attention, à créer des cultures où priment la sécurité, la vérité, et une grâce vigilante.

C'est notre prière pour nos églises et l'Église du monde entier. Amen.

Kirsten Campbell, diocèse de Melbourne, Australie

Les opinions des contributeurs à ce bulletin d'information ne reflètent pas forcément les points de vue de l'IAFN ou de l'IAWN.